



Année universitaire 2023 –2024

MASTER I DROIT

MENTION DROIT INTERNATIONAL

CONTENTIEUX INTERNATIONAL

Cours de M. Coulibaly

Professeur agrégé des universités



INTRODUCTION

I – La définition matérielle du contentieux international

A – La place centrale des différends

- 1 – La notion de différend : question de définition et de qualification
 - a – Définition et conditions d'existence des différends
 - b – Principes régissant la qualification de différend
- 2 – La question de la justiciabilité des différends
 - a – Les différends justiciables et les différends non justiciables
 - b – Les différends d'ordre juridique, base de la compétence de la Cour

B – Les modes de règlement des différends

- 1 – Préalable : la classification des modes de règlement des différends internationaux
- 2 – La prise en compte du recours licite à des contre-mesures
- 3 – La mise en exergue des modes juridictionnels de règlement des différends internationaux
- 4 – La prise en considération des modes diplomatiques de règlement des différends internationaux
 - a – La nomenclature des modes diplomatiques de règlement des différends internationaux
 - b – Les trois grands principes communs aux modes diplomatiques de règlement des différends internationaux

c – Les traits distinctifs des divers modes diplomatiques de règlement des différends internationaux

i – La négociation

ii – La médiation et les bons offices

iii – L'enquête internationale

iv – La conciliation

II – La définition organique du contentieux international

A – Le monopole originaire et consensuel des États

1 – La justice internationale, une justice interétatique

2 – La justice internationale, une justice primaire

a – Une justice supplétive

b – Une justice facultative

c – Une justice éclatée

B – L'ouverture subséquente et controversée à d'autres sujets de droit

1 – Les organisations internationales

2 – Les personnes physiques et les entreprises privées

a – La protection diplomatique, un droit de l'État

b – Les conditions de recevabilité de l'action en protection diplomatique

i – Le lien de nationalité entre la personne privée et l'État exerçant l'action en protection diplomatique

ii – L'épuisement préalable des recours internes

□ 23 questions (plausibles) d'**examen**, tant **écrit** qu'**oral**, sur l'*introduction générale* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

PREMIÈRE PARTIE :

Le règlement judiciaire des différends internationaux

□ **Introduction** : Comparaison du règlement judiciaire et du règlement arbitral

CHAPITRE I – La Cour internationale de Justice, organe judiciaire à vocation universelle

SECTION I – L'identité organique de la Cour

I – La désignation des juges

A – *Les membres de la Cour, juges permanents*

B – *Les juges ad hoc, juges temporaires*

II – Le statut des juges

A – *Une indépendance affirmée*

B – *Une indépendance protégée*

SECTION II – L'identité fonctionnelle de la Cour

I – La compétence *ratione personae*

A – *Les États*

B – *Les organisations internationales*

II – La compétence *ratione materiae*

A – *La fonction contentieuse et la fonction consultative de la Cour*

1 – *L'autonomie des deux fonctions*

2 – *Le rapprochement des deux fonctions*

B – *Les conditions et les modalités de l'exercice de la fonction consultative*

1 – *Les conditions relatives à la compétence de la Cour*

a – *L'habilitation de l'organe requérant*

b – *Le caractère juridique de la question posée à la Cour*

c – *La connexité entre la question posée à la Cour et les activités de l'organe requérant*

2 – *Les règles relatives au pouvoir discrétionnaire de la Cour*

3 – *Les règles relatives à la procédure*

4 – *Le prononcé et la portée de l'avis consultatif*

CHAPITRE II – L’action judiciaire des États devant la Cour internationale de Justice

SECTION I – L’introduction de l’instance

I – Préalable : les conditions *sine qua non* de la compétence contentieuse de la Cour

□ **Résumé des cinq conditions** requises pour que la Cour soit compétente aux fins de statuer sur une affaire contentieuse (**A, B, C, D, E** ↓)

A – L’appartenance de toutes les parties à l’un quelconque des trois groupes d’États ayant juridiquement accès à la Cour

B – La survenue d’un différend entre les parties

C – Le caractère juridique du différend survenu entre les parties

D – La persistance, à la date de saisine de la Cour, du différend d’ordre juridique survenu entre les parties

E – Le consentement donné par toutes les parties à la compétence de la Cour

1 – Les différents modes d’expression du consentement

a – Le compromis

b – Le *forum prorogatum*

c – La clause compromissoire

d – La déclaration facultative de juridiction obligatoire

2 – Les réserves à l’expression du consentement

a – La réserve *ratione materiae*

b – La réserve *ratione temporis*

c – La réserve *ratione personae*

d – Les réserves *sui generis*

e – Réserves et réciprocité : les principes

F – Le caractère irrévocable de la reconnaissance par la Cour de sa compétence

II – Le préalable des procédures incidentes

A – Les mesures conservatoires

1 – La recevabilité de la demande en indication de mesures conservatoires

2 – Le bien-fondé de la demande en indication de mesures conservatoires

3 – L’autorité de l’ordonnance indiquant des mesures conservatoires

B – Les exceptions préliminaires

1 – La présentation des exceptions préliminaires

2 – Le règlement des exceptions préliminaires

SECTION II – Le déroulement de l’instance

I – Les phases de la procédure

A – La phase écrite

B – La phase orale

II – L’intervention et le désistement

A – L’intervention

B – Le désistement

III – L’administration de la preuve

A – La charge de la preuve : Qui doit prouver ?

B – L’objet de la preuve : Qu’est-ce qui doit être prouvé ?

C – Les moyens de preuve : Quelles preuves sont admissibles ?

SECTION III – L’arrêt de la Cour

I – Prononcé et forme

A – L’arrêt proprement dit de la Cour

B – Les déclarations et les opinions des juges

II – Portée juridique et pratique

A – La force obligatoire de l’arrêt de la Cour

B – Les voies de recours

1 – Le recours en rectification d’erreur matérielle

2 – Le recours en interprétation

3 – Le recours en révision

C – L’exécution forcée de l’arrêt

Les questions (plausibles) d’examen, tant **écrit qu’oral**, sur les *CHAPITRES I et II* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

DEUXIÈME PARTIE :

L'aménagement juridique des différends internationaux

CHAPITRE I – Le contentieux de la responsabilité

SECTION I – La naissance et l'invocation de la responsabilité internationale de l'État

I – Les conditions d'engagement de la responsabilité internationale de l'État

A – L'existence d'un fait internationalement illicite attribuable à l'État

1 – L'attribution (ou l'imputation) d'un fait à l'État

a – Signification du mot « fait »

b – Faits considérés comme faits de l'État

2 – La reconnaissance du caractère internationalement illicite du fait attribué à l'État

3 – Les circonstances excluant l'illicéité (Les causes exonératoires)

a – Le consentement de la victime

b – La légitime défense

c – Les contre-mesures

d – La force majeure

e – La détresse

f – L'état de nécessité

B – L'existence d'un préjudice

1 – Préjudice matériel et préjudice immatériel ou moral

2 – Le cas particulier des dommages environnementaux

C – L'existence d'un lien de causalité direct et certain entre le fait et le préjudice

II – L'invocation de la responsabilité internationale de l'État

A – Les titulaires du droit d'invoquer la responsabilité internationale de l'État

1 – L'État lésé à titre individuel

2 – Les États lésés à titre collectif

B – L'exercice du droit d'invoquer la responsabilité internationale de l'État

1 – Les actions préalables de droit et les actions préalables de fait

a – Notification et rejet de demandes : naissance d'un différend

b – Contre-mesures et cristallisation du différend

- 2 – Le recours éventuel à une juridiction internationale
 - a – Les questions de fond : persistance ou abandon du droit invoqué
 - b – Les questions de procédure : protection diplomatique et recevabilité du recours

SECTION II – Les obligations découlant de l’admission de la responsabilité internationale de l’État

I – Les obligations à caractère conservatoire ou préventif

- A – La cessation du comportement illicite*
- B – La présentation d’assurances et de garanties de non-répétition appropriées*

II – Les obligations à portée réparatrice

- A – Le principe de la réparation intégrale ou adéquate du préjudice*
- B – Les formes de réparation*
 - 1 – La *restitutio in integrum*
 - 2 – L’indemnisation
 - 3 – La satisfaction

Les questions (plausibles) d’examen, tant **écrit qu’oral**, sur le *CHAPITRE I* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

CHAPITRE II – Le contentieux des normes

SECTION I – Le contentieux de l’interprétation

I – Le champ de l’interprétation

- A - Les normes à interpréter*
 - 1 – Les normes juridictionnelles
 - 2 – Les normes non juridictionnelles
- B - Les juges de l’interprétation*
 - 1 – Le juge international
 - 2 – Le juge interne

II – Les méthodes interprétatives

- A - La délimitation théorique du travail interprétatif*
 - 1 – Règle générale d’interprétation
 - 2 – Moyens complémentaires d’interprétation
- B - La démarche concrète du juge*
 - 1 – L’interprétation stricte
 - 2 – L’interprétation constructive

SECTION II – Le contentieux de la validité (L'exemple des traités)

I – Les cas d'ouverture

A – La violation des règles relatives au consentement

1 – L'atteinte à la sûreté du consentement

a – L'erreur

b – Le dol

2 – L'atteinte à la liberté du consentement

a – La contrainte et la corruption exercées sur le représentant de l'État

b – La contrainte exercée sur l'État

B – L'illicéité de l'objet de la convention

1 – La notion de jus cogens

2 – La mise au jour des normes du jus cogens

II – La sanction de la non-conformité

A – La nullité de l'acte

1 – La nullité relative

2 – La nullité absolue

B – La procédure d'annulation

1 – Le procédé de la déclaration

2 – Le mécanisme de la convention de Vienne du 23 mai 1969

Les questions (plausibles) d'**examen**, tant **écrit qu'oral**, sur le *CHAPITRE II* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

***/**



Liste des **questions** (plausibles) d'**examen** tant **écrit** qu'**oral**

- Au nombre de 50**, ces questions (plausibles) d'**examen**, tant **écrit** qu'**oral**, sont annexées aux différentes parties du cours qui seront mises à votre disposition tout au long de l'année.
- Qui plus est, ces questions et **les bonnes réponses correspondantes** sont en ligne, sous forme d'exercices interactifs, sur mon site Web, *Lex publica*, à l'adresse suivante :

<https://www.lex-publica.com/inside/quiz/ctxinter/>

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDROV (S.) : *Reservations in Unilateral Declarations Accepting the Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice* – MARTINUS NIJHOFF
- BEDJAOUI (M.) : *Méthodes de travail : juge international* – BRUYLANT
- APOSTOLIDIS (C.) et alii : *Les arrêts de la CIJ* – EDITIONS UNIVERSITAIRES DE DIJON
- COMBACAU (J.), SUR (S.) : *Droit international public* - MONTCHRESTIEN
- DELBEZ (L.) : *Les principes généraux du contentieux international* - L.G.D.J.
- DUPUY (P.M.) : *Grands textes de droit international public* - DALLOZ
Le fait générateur de la responsabilité internationale des États - RCADI
- EISEMANN (P.M.), COUSSIRAT-COUSTERE (V.) : *Répertoire de la jurisprudence arbitrale internationale* - MARTINUS NIJHOFF
- GUILLAUME (M.) : *Le contentieux international* – PEDONE
- GUYOMAR (G.) : *Commentaire du Règlement de la CIJ* - PEDONE
- LA FONTAINE : *Pasicrisie internationale* – BERNE
- LA PRADELLE (A. de), POLITIS (N.) : *Recueil des arbitrages internationaux* – LES EDITIONS INTERNATIONALES
- MERRILLS (J.G.): *International Dispute Settlement* – CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS
- MOORE (J. B.): *Digest of International Arbitrations of the International Arbitrations to Which the United States Has Been a Party* - AMS Press
- PLANTEY (A.) : *La négociation internationale : principes et méthodes* - PEDONE
- QUOC DINH (N.) : *Droit international public* - L.G.D.J.
- ROSENNE (SH.) : *The Law and Practice of the International Court* - MARTINUS NIJHOFF
- ROUSSEAU (CH.) : *Droit international public (5 tomes)* – SIREY
- SCHULTE (C.): *Compliance with Decisions of the International Court of Justice* – OXFORD UNIVERSITY PRESS
- SZAFARZ (R.): *The Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice* – KLUWER ACADEMIC PUBLISHERS
- TAMS (C.) et alii : *The Statute of the International Court of Justice: A Commentary* - OXFORD UNIVERSITY PRESS

Outils de prise de notes suggérés

Gratuits, simples, efficaces et multiplateformes (PC, Mac, iOS, Android)

OneNote : <https://www.onenote.com/download>

Evernote : <https://evernote.com/intl/fr>

Obsidian : <https://obsidian.md/download>

<https://www.lex-publica.com>

acoulibaly@gmail.com
